

# Bucarest ouvre son bal européen sous haute tension

Union européenne Jean-Claude Juncker a lancé vendredi des mises en garde au gouvernement roumain populiste.

Analyse Maria Udrescu

**I**l n'y a pas de problème entre la Commission européenne et la Roumanie", tentait d'assurer ce vendredi le président de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker. C'est dire s'il y en a bel et bien un, tant les menaces qui pèsent sur l'état de droit dans le pays inquiètent l'Union. Réunis sous les ors du palais de l'Athénée de Bucarest pour célébrer le lancement de la présidence roumaine de l'UE, les leaders des institutions européennes et ceux du gouvernement roumain ont ainsi éprouvé toutes les peines du monde à cacher leurs divergences. Pendant ce temps, à quelques mètres de là, des manifestants bravaient la neige et le froid, pour crier "Nous avons besoin de l'UE" face aux dérives illibérales de la gauche populiste. Une ambiance qui annonce la couleur de la présidence roumaine, pilotée par un gouvernement qui multiplie les attaques contre l'indépendance de la justice et les diatribes antieuropéennes.

## Un échange de mises en garde

Le chef d'État Iohannis (libéral, centre droit), lui-même engagé dans un bras de fer avec l'exécutif social-démocrate, a certes essayé de sauver les meubles jeudi, adoptant un discours des plus consensuels, pro-européens et assurant que son pays était à la hauteur de la tâche. C'était sans compter l'intervention du président du Sénat roumain, Calin Popescu Tariceanu, qui a défendu les réformes judiciaires de la coalition au pouvoir face aux critiques de la Commission européenne, plaidant pour une Europe "sans diktats politiques ou arrogance bureaucratique". Avant que le président de l'exécutif européen Jean-Claude Juncker remette les points sur les i : "L'Union est faite de compromis, mais lorsqu'il s'agit de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, il n'y a pas de compromis possible."

Cette passe d'armes s'est poursuivie encore vendredi. M. Juncker a conseillé à la Roumanie de ne "pas exporter vers l'Europe des conflits internes". Mais la Roumanie pourra difficilement éviter de laver son linge sale sur la scène européenne, tant l'Union pourrait constituer le dernier obstacle aux projets judiciaires du Parti social-démocrate (PSD). Celui-ci a en effet réaffirmé sa

volonté d'adopter un projet de loi d'amnistie et de grâce, qui devrait permettre à des politiciens corrompus d'échapper aux griffes de la justice. À commencer par le leader du PSD et *de facto* du pays, Liviu Dragnea. L'adoption d'un tel texte "serait un énorme problème. C'est hors de question", a fermement déclaré vendredi M. Iohannis, qui ne cesse de bloquer les tentatives de la gauche d'assouplir le code pénal et de freiner la lutte contre la corruption. "Ce serait un pas en arrière", a renchéri Jean-Claude Juncker.

Mais ces mises en garde risquent de ne pas faire reculer le PSD, qui n'est pas à sa première tentative. Début 2017, le gouvernement avait essayé d'adopter, en pleine nuit, un texte similaire, provoquant une vague de contestation spectaculaire. L'ordonnance avait été concoctée par l'ex-ministre de la Justice Florin Iordache, auteur du fameux "mardi noir", jour de l'année 2013 où le PSD avait essayé une première fois d'octroyer secrètement une super-immunité aux députés. Ainsi, écouter ce jeudi M. Iordache – le même qui en novembre 2018 adressait littéralement un double doigt d'honneur aux inquiétudes européennes – prononcer son discours de lancement de la présidence de l'UE, a-t-il eu quelque chose de kafkaïen.

## Une action en justice contre la Commission

Pendant ce temps, Liviu Dragnea s'est lancé sur un autre terrain de combat contre l'exécutif européen, a-t-on appris mercredi auprès de la Cour de justice de l'UE. L'homme fort de Bucarest a en effet intenté une procédure en justice contre la Commission, en tant qu'autorité de tutelle de l'Office européen de lutte antifraude, qui l'accuse d'avoir détourné pas moins de 21 millions d'euros de fonds européens. Ce dossier constitue la base de sa condamnation à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir, dont a fait appel.

"La lutte contre la corruption révèle le pire visage la classe politique", a donc regretté ce vendredi le président Iohannis, avouant que la Roumanie souffre d'un grave déficit d'image. Le fait est que les projecteurs sont braqués à un moment particulièrement critique sur ce pays qui essaye toujours de rejoindre l'espace de libre circulation Schengen. M. Juncker a malgré tout réitéré vendredi son souhait de voir cela se produire

sous son mandat. Mais les dérives et l'instabilité politique observées aujourd'hui en Roumanie donnent du grain à moudre aux États membres, Pays-Bas en tête, déjà sceptiques à donner leur feu vert.

Dans un roumain impeccable, qui lui a valu un tonnerre d'applaudissements jeudi soir, le président

du Conseil européen, Donald Tusk, a donc tenté de mettre en garde les politiciens roumains: "*Certains au sein de l'Union européenne pensent que c'est un signe de force d'agir en dehors des règles. Ils ont tort, c'est un signe de faiblesse.*"